

REVISION DE LA REGLEMENTATION D'EXEMPTION PAR CATEGORIE APPLICABLE AUX ACCORDS VERTICAUX NOTE DE POSITION DE LA CPME

Dans le cadre de la révision du règlement d'exemption par catégorie (REC) sur les accords verticaux, la Commission européenne a publié le 9 juillet 2021 ses projets de règlement et de lignes directrices sur les restrictions verticales révisées.

L'évolution du marché intervenue depuis l'adoption des règles actuelles a conduit la Commission à proposer un nouveau règlement dont les principaux objectifs poursuivis sont :

- Réajuster la « zone de sécurité » (*safe harbor*) offerte par le REC pour éliminer les cas d'exemptions créant des situations de concurrence déloyale ;
- Fournir des orientations actualisées et adaptées à l'environnement actuel, tenant compte en particulier de la croissance du commerce électronique et l'émergence des plateformes en ligne ;
- Réduire les coûts de mise en conformité pour les entreprises en simplifiant les règles actuelles.

La CPME, Confédération des petites et moyennes entreprises, est une organisation patronale interprofessionnelle qui défend les intérêts des TPE-PME françaises, tous secteurs confondus : industrie, services, commerce, artisanat, professions libérales, ainsi que l'économie sociale et solidaire.

Forte d'un réseau de 200 fédérations et syndicats de métiers ainsi que 117 unions territoriales, la Confédération des PME est implantée dans tous les départements et régions, y compris l'outre-mer. Elle regroupe 243 000 entreprises employant 4 millions de salariés.

Les petites et moyennes entreprises occupent une **place spécifique dans le système productif**, avec une position économique, et donc financière, souvent contrainte par la nature des relations avec les clients, les fournisseurs et les donneurs d'ordre. Cette caractéristique rend la **relation fournisseurs/distributeurs**, régie par les traités et précisée par la réglementation européenne d'exemption par catégorie sur les accords verticaux, d'autant plus sensible pour des PME disposant de savoir-faire complexes.

Pourtant, il existe aujourd'hui un **large consensus autour des grands principes du Règlement d'exemption** au sein des petites et moyennes entreprises. La présente contribution vise donc à conforter la position de la CPME tout en portant à la connaissance de

la Commission européenne les évolutions du marché et des relations verticales entre différents opérateurs.

En effet, **l'émergence d'acteurs économiques** ne jouant pas avec les mêmes règles du jeu et les enjeux nouveaux imposés par le numérique imposent d'aménager les règles de la politique de concurrence européenne.

La CPME accueille donc **favorablement la révision des règles de concurrences relatives aux accords verticaux** dans la mesure où celles-ci visent à combattre l'émergence de situations concurrentielles déloyales.

Toutefois, la CPME émet des **réserves quant à la révision des règles relatives à la double distribution** envisagée par la Commission qui pourrait remettre en cause le développement de l'entrepreneuriat en France par le modèle de la franchise.

REEQUILIBRER LA RELATION PRODUCTEUR-DISTRIBUTEUR

Certains secteurs d'activités représentés au sein de la CPME observent une **dépendance accrue des distributeurs à leur fournisseur principal**, illustrée par une augmentation de la part du chiffre d'affaires réalisée avec ce dernier.

Ce constat s'explique notamment par le choix opéré par les fournisseurs de diversifier leur gamme de produits en multipliant les acquisitions de matériels d'accompagnement voulant proposer au client final une gamme étendue de produits (gamme longue ou full-line). Ce phénomène s'est accompagné d'une **politique contractuelle déséquilibrée au détriment des réseaux de distributeurs indépendants** qui se sont vu imposer la commercialisation de l'ensemble de la gamme de produits du fournisseur par le jeu d'une clause de non-concurrence présente dans le contrat de distribution.

C'est pourquoi, la CPME accueille favorablement le **réajustement de la « zone de sécurité » offerte par le REC** pour éliminer les cas de « faux positifs », et réduire autant que possible des situations de « faux négatifs ».

Parmi les **solutions envisagées** par la Commission et celles qu'il serait souhaitable d'ajouter, la CPME souhaite s'attarder sur les suivantes :

- L'effet cumulatif

La CPME accueille favorablement le **rappel au concept d'effet dit cumulatif et ses possibles effets néfastes en termes de concurrence** dans les lignes directrices car les dispositions contractuelles dans certains secteurs de distribution, de matériel agricole notamment, engendre un risque réel d'éviction pour les fabricants et sont préjudiciables pour le choix des clients.

Par conséquent, des garde-fous devraient être prévus afin de **traiter en amont les abus entraînés par ces effets cumulatifs** car sauvegarder l'indépendance des distributeurs et assurer un équilibre des relations est indispensable pour poser les bases d'une relation pérenne et assurer un service de qualité et de proximité.

- Le statut du distributeur

La CPME est en faveur d'une **harmonisation du statut du distributeur** au sein de l'Union européenne. En effet, des différences notables sont à noter entre Etats membres ; certains accordent aux concessionnaires le régime des agents commerciaux, alors que d'autres leur refusent.

Cette différence engendre une disparité concurrentielle particulièrement préjudiciable pour certains distributeurs qui ne peuvent bénéficier d'une indemnité de résiliation.

Cette harmonisation permettrait aux distributeurs de préserver leur capacité à investir dans des équipements pointus et sauvegarder les emplois sans crainte d'éviction arbitraire ou de perte de conditions commerciales distributeurs.

REAJUSTER LE ROLE DES PLATEFORMES EN LIGNE

Le développement de l'économie numérique a conduit à l'émergence d'acteurs dominants qui remettent en cause les modèles d'affaires traditionnels, transforment les modes de consommation et créent des conditions de concurrence déloyale, au détriment des acteurs économiques traditionnels, notamment les PME.

Ainsi, la CPME accueille favorablement la volonté de la Commission de prévoir des **règles et des orientations spécifiques sur l'économie des plateformes**, celles-ci jouant un rôle de plus en plus prépondérant dans la distribution des biens et services.

La CPME estime qu'il est également bienvenu de considérer que toute **plateforme** ou fournisseur de services d'intermédiation soit considéré comme **fournisseur aux fins de l'application du REC**.

Parmi les outils choisis pour réajuster le rôle des plateformes en ligne, la CPME souhaite commenter les suivantes :

- La fin de l'exemption pour la double distribution

Les secteurs d'activité représentés au sein de la CPME sont partagés quant au constat de la multiplication des situations de double distribution. D'un côté, les réseaux de distributeurs de matériels d'agro-équipement indiquent faire face à une concurrence directe des fabricants à l'égard de leur propre réseau par des ventes directes aux utilisateurs à travers internet. De l'autre, les professionnels, dont le modèle commercial repose sur la franchise, s'inquiètent d'une remise en cause de la notion de « double distribution » constitutive de leur modèle.

A cet égard, la CPME est d'avis que l'instauration d'un **seuil de part de marché** peut résoudre certains cas de problèmes horizontaux produit par l'échange d'informations entre concurrents liés par une relation verticale.

Toutefois, la CPME estime que **les franchises**, dont le modèle repose par définition sur le transfert de savoir-faire, devraient faire l'objet d'un **traitement spécifique** pour ne pas exposer les opérateurs à des difficultés pouvant à terme les dissuader de recourir à ce modèle de distribution.

- Les restrictions de ventes actives et passives

La CPME est favorable à la **redéfinition des notions de ventes actives et passives**, en précisant certains types de comportements en ligne, lorsqu'ils ciblent spécifiquement une clientèle.

Quant à l'**exclusivité partagée**, c'est-à-dire le fait de permettre à un fournisseur de désigner plusieurs distributeurs exclusifs, la CPME considère qu'en pratique celle-ci porte un risque d'abus non négligeable en raison de la dépendance particulièrement importante aujourd'hui.

- Les mesures indirectes restreignant les ventes en ligne

Enfin, la CPME est favorable à une **meilleure définition des restrictions de vente en ligne** ainsi qu'à des orientations actualisées visant à harmoniser les règles applicables et spécifier l'économie des plateformes.

Ces révisions permettent, dans le cas spécifique de la franchise, de limiter voire d'interdire la revente des produits ou services par les franchiseurs, objets de leur concept, par leurs franchisés, sur ou par des plateformes de commerce en ligne, si cela est justifié par la protection de leur savoir-faire et de l'image du réseau.

REDUIRE LES COÛTS DE MISE EN CONFORMITE

Pour finir, la CPME **accueille favorablement toute mesure visant à réduire les coûts de mise en conformité pour les entreprises**. En effet, les TPE-PME sont particulièrement sensibles à la simplification des règles étant donné le coût économique et humain que représente la complexité juridique et administrative dans l'élaboration des contrats.